

Université du Québec à Montréal  
**Département de science politique**  
Session d'Hiver 2011 – **Version préliminaire, octobre 2010**

**POL 8150 - 40**  
**IDÉES POLITIQUES**  
**PENSÉE CONTEMPORAINE ET DÉMOCRATIE**  
**Jeudi, 14h00-17h00**

**Professeur : Yves Couture**  
**Bureau : A – 3595**  
**Téléphone : 987-3000, poste 8764**  
**Disponibilités : mardi 14h-16h30 et mercredi 10h-12h00**  
**Courriel : [ycouture7@yahoo.ca](mailto:ycouture7@yahoo.ca)**

**Bref résumé de la problématique**

Notre objectif général sera d'interroger les rapports entre la pensée française contemporaine et la démocratie. Notons déjà que cette interrogation porte sur une double relation : il s'agira aussi bien, en effet, de questionner le statut du concept de démocratie dans la pensée politique, que de questionner, en sens inverse – mais les deux interrogations s'entremêlent nécessairement – le statut de la pensée théorique à la lumière du fait démocratique lui-même. Pour l'essentiel, nous déploierons ces questionnements à travers la lecture de théorisations actuelles de la démocratie. Les auteurs considérés comprendront notamment : Claude Lefort, Cornelius Castoriadis, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Robert Legros, Miguel Abensour, Jacques Rancière, Jacques Derrida et Jean-Luc Nancy.

**Problématique détaillée (version préliminaire)**

Notre objectif général sera d'interroger les liens entre la pensée et la réalité politique contemporaines, avec pour centre d'observation privilégié le concept de démocratie.

La démocratie est en effet devenue, ou redevenue, l'horizon principal de la pensée politique. Mais son sens et le type de phénomènes qu'elle désigne varient bien sûr considérablement, de sorte que le terme constitue avant tout un enjeu, voire pour certains une sorte de signifiant vide que chacun s'approprie en projetant sur lui ses désirs, ses intérêts ou ses hantises spécifiques. Cette malléabilité s'observe aussi bien dans les discours politiques usuels que dans les analyses théoriques plus élaborées, où le sens du concept de démocratie est le plus souvent retravaillé à la lumière de conceptions ou d'approches philosophiques sous-jacentes. Une bonne part des débats anglo-américains contemporains sur la démocratie, par exemple, consiste à projeter sur ce concept les enjeux déployés depuis quarante ans autour de la notion de *théorie de la justice*. Dans ce cadre, la démocratie devient le nom donné à l'objectivation politique d'une conception de la justice, ou pour certains, l'obstacle à cette objectivation.

La pensée politique contemporaine ne se limite cependant pas aux théories de la justice. La pensée européenne a continué d'avoir pour centre une réflexion critique sur la modernité philosophique et politique, ou au sens plus large, civilisationnelle. Ressaisi comme totalité, le monde moderne a-t-il une forme politique ? En termes classiques : la modernité est-elle un *Régime*, c'est-à-dire une institution spécifique du sens, des rapports sociaux et des partages de pouvoir, qui induit elle-même une structuration spécifique de la psyché ? Ces questions générales sous-tendent tout particulièrement le renouveau de la réflexion française sur la démocratie depuis les années soixante-dix. Ainsi ce sont très souvent les débats critiques sur le Sujet ou l'ontologie modernes, au sein de la phénoménologie, du structuralisme et du post-structuralisme, qui ont servi d'arrière-plan à un réinvestissement massif du concept de démocratie pour penser la réalité du monde contemporain ou encore l'idéal à lui opposer.

Notre objectif plus spécifique sera précisément d'interroger les rapports entre la pensée française contemporaine et la démocratie. Notons déjà que cette interrogation porte sur une double relation : il s'agira aussi bien, en effet, de questionner le statut du concept de démocratie dans la pensée politique, que de questionner, en sens inverse – mais les deux interrogations s'entremêlent nécessairement – le statut de la pensée théorique à la lumière du fait démocratique lui-même.

La pensée française contemporaine ne saurait bien sûr être ramenée à une perspective unifiée. Plusieurs axes fondamentaux nous semblent cependant informer ses principaux courants et ses principales polarisations. Pour les fins du séminaire, nous retiendrons six axes majeurs, eux-mêmes reliés de manière complexe :

- i – la distinction de l'un et du multiple ;
- ii – la distinction de l'entente pacifiée et du conflit ;
- iii – la distinction de l'identité et de la différence (ou de l'indéterminé) ;
- iv – la distinction de la présence et du voilé (ou même du vide) ;
- v – la distinction entre l'institué et l'instituant ;
- vi – la distinction entre l'hétéronomie et l'autonomie.

Ces axes informent la réflexion philosophique ou ontologique bien au-delà des enjeux qui semblent spécifiques à la réflexion politique. Mais nous ne croyons pas qu'il est y ait une frontière nette qui sépare les questions proprement philosophiques et les questions proprement politiques. Et il nous paraît très clair par ailleurs que la réflexion et les jugements contemporains sur la démocratie se sont largement structurés en lien avec de tels axes généraux. Pour risquer une première caractérisation d'ensemble, qu'il faudra bien sûr ensuite interroger, nuancer et contester, nous dirons que la pensée politique française contemporaine a souvent projeté sur le concept de démocratie le privilège ontologique et normatif qu'elle tend à accorder au multiple, au conflit, à la différence, à l'indéterminé, à l'instituant et à l'autonomie contre l'un, la cohérence, l'identité, l'institué et l'hétéronomie.

Une telle affirmation générale ouvre d'emblée deux types de questionnement critique et de débats. Le premier a plus spécifiquement trait à l'ordre du discours, le second aux liens entre le discours et le réel politique plus large.

Sur le premier plan, on peut d'abord questionner la cohérence interne de cette tendance à associer conjointement la démocratie au multiple, au conflit, à la différence, à l'indéterminé, à l'instituant et à l'autonomie. L'idée d'autonomie n'implique-t-elle pas, par exemple, une

conception unifiée du Sujet, ou même de la Souveraineté ? On pourrait multiplier ici les examens critiques de l'apriori qui suggère la compatibilité immédiate des pôles qu'on tend aujourd'hui à associer. Au-delà de la cohérence interne du discours philosophique contemporain sur la démocratie, on peut aussi confronter celui-ci aux théories plus classiques, dont certains penseurs actuels continuent d'ailleurs de s'inspirer. Pour ne prendre de nouveau qu'un seul exemple, il est clair qu'une large partie de la pensée politique classique, jusqu'à Tocqueville, a vu dans l'imaginaire démocratique une figure particulièrement forte de l'Un. (Unité du peuple, de la souveraineté, de la volonté générale, etc.) Il y a donc en réalité matière à débat : la démocratie doit-elle être définie par un primat du multiple, comme plusieurs l'affirment désormais, ou par le primat de l'Un, comme on a longtemps tendu à le croire ?

Double questionnement, donc, de l'horizon dominant de la réflexion française contemporaine sur la démocratie : les caractéristiques qu'on tend désormais à lui attribuer sont-elles compatibles ? et que faire aujourd'hui de ses caractérisations plus classiques ?

Le second type d'interrogation porte cette fois sur les liens entre la théorie et l'horizon de sens défini par le régime moderne. On peut soutenir la thèse, sur ce plan, d'une identification entre la pensée théorique et la réalité politique, identification d'ailleurs concevable à partir de l'un ou l'autre des deux pôles. Certains pourraient ainsi soutenir que la pensée contemporaine a tout simplement tendance à projeter les traits par lesquelles elle tend à se définir elle-même – privilège accordé au multiple, à la différence, etc. – sur la démocratie. La pensée contemporaine serait donc soucieuse avant tout de retrouver sa propre image dans la réalité plus large du monde politique et social. Mais on peut également penser que ce processus d'identification entre la pensée et le réel découle d'une dynamique inverse, allant cette fois de la réalité politique à la pensée. Si la démocratie est véritablement l'actualisation du multiple, du conflit, de la différence et de l'autonomie, peut-être qu'au fond les avancées théoriques contemporaines, aussi bien, par exemple, de la déconstruction que du post-structuralisme ou encore de la post-modernité, ne sont elles-mêmes que les formes sophistiquées d'un horizon de sens démocratique déjà-là. En d'autres termes, la philosophie contemporaine ne serait qu'une patiente mise en forme intellectuelle des présupposés de la politique contemporaine.

L'interrogation des liens entre la pensée et la réalité politique actuelles peut donc être guidée par l'intuition de leur identification latente. Mais on peut bien sûr soutenir aussi une thèse opposée, ou du moins partiellement opposée. Par exemple en suggérant que la pensée contemporaine, par son souci de l'indéterminé et du conflit, serait avant tout le reflet d'un discours savant, voire élitiste, tandis que la démocratie réelle se structurerait en fonction de dynamiques identitaires ou mêmes unitaires. On serait alors amené à conclure non plus à une identification de la pensée et de la politique, mais plutôt à leur divorce plus ou moins marqué.

On pourrait multiplier ici les possibilités formelles de distance entre les deux pôles. Retenons pour l'instant que l'ensemble des distinctions et des possibilités suggérées jusqu'ici constituent autant d'axes d'interrogation des rapports contemporains entre la pensée et le politique. Pour l'essentiel, nous déploierons ces questionnements à travers la lecture de théorisations actuelles de la démocratie. Les auteurs considérés comprendront notamment : Claude Lefort, Cornelius Castoriadis, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Robert Legros, Miguel Abensour, Jacques Rancière, Jacques Derrida et Jean-Luc Nancy.